HAL
open science

“ Black is not thought beautiful ”. Entre racisme et ancrage, l’expérience migratoire des Africains à Beyrouth

Assaf Dahdah

To cite this version:

Assaf Dahdah. “ Black is not thought beautiful ”. Entre racisme et ancrage, l’expérience migratoire des Africains à Beyrouth. Migrations Société, 2020, 32 (179), pp.171-175. 10.3917/migra.179.0171 . hal-02746990

HAL Id: hal-02746990

https://hal.science/hal-02746990v1

Submitted on 12 Jun 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Article paru dans la revue Migrations Société –vol. 32 n°179 janvier/mars 2020

« Black is not thought beautiful ». Entre racisme et ancrage, l'expérience migratoire des Africains à Beyrouth

Assaf Dahdah – Chargé de recherche au CNRS
UMR 5281 ART-Dev

Résumé

À l'instar de bien des métropoles du monde, lorsque l'on évoque la mixité voire le cosmopolitisme dans les villes moyen-orientales les populations étrangères, qui constituent la main-d'œuvre peu qualifiée, sont exclues des représentations communément véhiculées. À Beyrouth, si les ressortissants originaires d'Afrique de l'Ouest, de l'Est ou de Madagascar sont certes devenus des citadins ordinaires des quartiers périphériques et marginalisés, ils font face au quotidien à une précarité sociale et statutaire, et doivent affronter un racisme s'inscrivant dans une grammaire des hiérarchies ethno-professionnelles qui structurent l'espace urbain et l'ensemble des relations sociales.

Mots-clés : Migration, expériences, racisme, ancrage, Beyrouth.

Abstract

As with other metropolises across the world, when we speak of diversity or even cosmopolitanism in cities in the Middle East, foreign workers who constitute the low skilled labor force are excluded from representation. Admittedly, in Beirut, immigrants from Western and Eastern Africa, and Madagascar, have become regular dwellers of peripheral and marginalized areas. On a daily basis, they contend with a precarious status, social instability and racism rooted in a strong ethno-professional hierarchy upon which urban space and all social relationships are built.

Keywords : Migration, experiences, racism, settlement, Beirut.

Si le cliché du cosmopolitisme beyrouthin est construit sur l'idée d'une mixité des origines nationales faisant de la capitale libanaise une métropole globalisée, à la vie nocturne particulièrement animée et « branchée »[1], sont exclues de ce cliché toutes les personnes venant des pays africains dont la présence n'est tolérée qu'en raison de leur statut de travailleurs peu qualifiés et « invisibilisés ». Cette assignation, nourrie par un racisme ordinaire et institutionnalisé, n'affecte d'ailleurs pas que les travailleurs étrangers puisque les Libanais africains de la diaspora installés à Beyrouth, originaires de Lagos, de Lomé ou de Dakar, sont en permanence renvoyés à une altérité stigmatisée en raison de la couleur de leur peau.

L'expression « Black is not thought beautiful » provient d'un titre de presse[2] relatant le racisme dont sont victimes les personnes étrangères au Liban, et plus spécifiquement celui envers les personnes noires. Un racisme qui vise donc particulièrement les ressortissants africains, dans un pays où l'assignation ethno-professionnelle contemporaine perpétue un système de représentations basé sur une hiérarchisation racialisée héritée notamment de la traite négrière arabo-musulmane[3]. À ce titre, le terme *'abid* (nègre) perdure dans le langage courant pour désigner les personnes noires.

L'on estime les travailleurs non arabes au Liban (pays de 4,5 millions d'habitants) à plus de 300 000 personnes, dont la très grande majorité réside dans l'agglomération beyrouthine. Parmi eux, les ressortissants des pays subsahariens sont minoritaires (un tiers environ). Cependant, l'emploi du terme « subsaharien » pour désigner la population africaine doit être interrogé, d'autant plus ici au regard de la diversité des origines nationales et des dynamiques communautaires en migration. Outre la reproduction des stéréotypes induite par une telle catégorisation héritée du colonialisme européen[4], le qualificatif « subsaharien », parce que généralisant et essentialisant, limite *de facto* toute compréhension fine des modalités de la migration et de l'installation à Beyrouth. En effet, selon que les personnes viennent d'Éthiopie, de Madagascar, du Soudan, ou du Nigeria, qu'elles soient hommes ou femmes,

---

[1] BONTE, Marie, *Beyrouth, états de fêtes. Géographie des loisirs nocturnes dans une ville post-conflit*, Thèse de doctorat en géographie, Grenoble : Université Grenoble Alpes, 2016, 682 p.
[2] Voir https://www.economist.com/middle-east-and-africa/2012/05/26/black-is-not-thought-beautiful.
[3] N'DIAYE, Tidiane, *Le génocide voilé. Enquête historique*, Paris : Éd. Gallimard, 2008, 272 p.
[4] Herbert Ekwe Ekwe cité in : TYSZLER, Elsa, "Sécurisation des frontières et violences contre les femmes en quête de mobilité", *Migrations Société*, vol. 30, n° 173, juillet-septembre 2018, pp. 143-158.

qualifiées ou non, liées avec des agences de recrutement ou des réseaux diasporiques, qu'elles soient arabophones ou non à leur arrivée, alors le contexte migratoire, d'insertion dans la ville et d'interaction avec ses habitants peut varier significativement, même si elles ont toutes en commun l'expérience de la marginalisation et du racisme au quotidien.

Diversité des origines nationales et des parcours migratoires

À l'instar des pays du Golfe, le Liban a connu, à partir des années 1970, un processus de « désarabisation » de la main-d'œuvre[5] qui, dans ce pays, concerne particulièrement les secteurs de la domesticité et de l'entretien. Outre les ressortissantes du monde indien et des Philippines, ce sont principalement des femmes venant d'Éthiopie (estimées à près de 100 000) qui sont employées dans les domiciles beyrouthins, qui travaillent en *freelance* ou pour des entreprises d'entretien, et vivent parfois au Liban sans permis de séjour. Cette précarité sociale et statutaire est d'autant plus répandue que ces personnes sont soumises au système très contraignant de la *kafala*, autrement dit la mise sous la tutelle d'un Libanais censé être l'employeur attitré garant de leur immobilité sociale et spatiale sur le territoire. Dans le cas des domestiques, celles-ci viennent par le biais d'un réseau d'agences de recrutement n'ayant pour objectif que de satisfaire une clientèle libanaise aux dépens des femmes employées à demeure et dépourvues de droits. Dès lors, elles sont nombreuses à fuir le domicile où elles sont assignées à résidence et se retrouvent dans la clandestinité.

Avec l'arrivée croissante de femmes en provenance d'Éthiopie depuis les années 1990, le terme *habachyé* (littéralement « abyssinienne ») s'est ainsi ajouté à celui de *sirlankyé* (sri lankaise) dans le lexique employé par les Libanais pour désigner le personnel domestique racialisé, quand bien même la personne employée puisse être d'une toute autre nationalité. Par exemple, des milliers de femmes venant de Madagascar, du Bénin, du Cameroun ou de Côte d'Ivoire travaillent également à Beyrouth, notamment dans les familles francophones libanaises et de personnels expatriés. Si les Malgaches passent par les agences de recrutement, les ressortissantes d'Afrique de l'Ouest quant à elles empruntent davantage les réseaux de la diaspora libanaise, ce qui leur permet parfois de connaître leurs employeurs avant même leur départ, voire de contourner l'assignation à demeure et de vivre de façon plus autonome une fois arrivées dans la capitale.

---

[5] KAPISZEWSKI, Andrzej, "De-Arabization in the Gulf: Foreign Labor and the Struggle for Local Culture", *Georgetown Journal of International Affairs*, Vol. 8, No. 2, 2007, pp. 81-88.

Par ailleurs, environ 5 000 Soudanais vivent au Liban, pour la plupart des hommes ayant migré avant 2011 *via* la Syrie où aucun visa ne leur était demandé en tant que ressortissants d'un pays arabe « frère »[6]. Après un court séjour à Damas ils ont emprunté les chemins de contrebandes traversant une frontière syro-libanaise extrêmement poreuse en quête d'un travail mieux rémunéré. Arabophones, ils travaillent comme agents d'entretien, concierges, dans des industries ou des commerces comme ouvriers et assistants, ou bien comme chauffeurs pour les familles des représentants consulaires des pays du Golfe. Nombreux viennent notamment des régions méridionales du Soudan, alors en proie aux exactions menées par le régime soudanais avant la partition du pays en 2012, et s'enregistrent auprès du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) grâce auquel ils espèrent bénéficier d'une réinstallation en Amérique du Nord ou en Europe. Or, l'indépendance du Sud-Soudan et l'afflux de déplacés en provenance de Syrie va mettre un terme à ce processus et à leurs espoirs de quitter la région, et ce en dépit des conflits armés que connaît aujourd'hui le nouvel état africain dont certains ont désormais la nationalité.

Bien qu'arabophone et dont une partie se considère comme formellement arabe, force est de constater que la population soudanaise ne se distingue pas des autres groupes nationaux africains, occupant peu ou prou les mêmes places au sein du marché du travail et devant faire avec la même xénophobie. M., un Soudanais originaire de la région du Sud-Kurdufan, souligne ainsi l'ambiguïté de leur position à la fois sur le continent africain et au Moyen-Orient : « *Pour les Arabes, nous sommes des Africains, et pour les Africains, nous sommes des Arabes.* […] [Au Liban*] je sens surtout que je suis noir* ».

Installation, dynamiques commerciales et religieuses comme révélateurs de la présence africaine à Beyrouth

Si la *kafala* est censée assurer le contrôle sur la main-d'œuvre étrangère et une rotation permanente par une précarité sociale et statutaire, l'installation au Liban de milliers de ressortissants soudanais, éthiopiens, béninois et malgaches souligne dans une certaine mesure les limites d'un tel système. En effet, tout observateur averti des marges beyrouthines ne peut

[6] Le Soudan est membre de la Ligue arabe.

que constater la transformation de ces espaces où résident désormais une population africaine cohabitant avec les Libanais, les Palestiniens, les Syriens et les populations du monde indien.

Les camps palestiniens de Mar Elias et Chatila sont des secteurs privilégiés pour qui cherche un logement abordable et à éviter une trop forte présence des autorités libanaises[7]. Il est ainsi possible d'y rencontrer des femmes malgaches et éthiopiennes vivant seules ou en colocation, mais aussi des familles soudano-éthiopiennes ; une configuration très fréquente à Beyrouth que ces couples mixtes justifient par une proximité culturelle entre ces pays mitoyens de la Corne africaine. Si dans les camps de nombreux habitants libanais et palestiniens établis de longue date expriment une gêne à l'égard d'une telle internationalisation, synonyme d'une dilution des liens communautaires, il n'en demeure pas moins que pour bien des propriétaires, la présence des locataires africains est une source de rente dont ils peuvent difficilement se passer. Cette tolérance intéressée se traduit alors par le contrôle social strict qu'exercent des propriétaires soucieux de leur réputation vis-à-vis d'un voisinage méfiant à l'égard d'une population noire dont il juge la moralité défaillante, une méfiance accrue envers les femmes vivant seules.

Parallèlement, dans les secteurs orientaux de l'agglomération, certains quartiers comme celui de Dawra sont devenus des centralités commerciales ethniques. Salons de coiffure et restaurants éthiopiens font désormais partie du paysage urbain, avec notamment des couples mixtes libanais-éthiopiennes qui en sont les instigateurs. Si les ressortissants d'Afrique de l'Ouest ne participent pas directement de cette dynamique commerciale, en revanche les églises évangélistes pentecôtistes dirigées par des pasteurs des pays francophones et du Nigéria se sont multipliées ces dernières années dans un contexte plus large de développement du mouvement évangéliste à Beyrouth[8]. L'Église orthodoxe éthiopienne n'est cependant pas en reste, puisqu'elle a délégué une mission cléricale permanente qui, en collaboration avec les clergés orthodoxe et catholique libanais, a pu construire une église et fédérer ses fidèles autour de messes hebdomadaires. Ce sont là autant de rendez-vous communautaires qui participent à la visibilité de la population éthiopienne en-dehors du strict cadre professionnel.

---

[7] DAHDAH, Assaf, "Négocier sa place chez l'autre. Les migrants dans les espaces palestiniens de Beyrouth", *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 30, n° 2, 2014, pp. 25-47.
[8] KAOUES, Fatiha, "Réfugiés et migrants dans les églises protestantes évangéliques libanaises : recompositions identitaires et enjeux sociaux", *L'Année du Maghreb*, vol. 11, 2014, pp. 195-211.

L’expérience migratoire et urbaine diffère donc selon la temporalité et les raisons du mouvement, le degré d’organisation des groupes nationaux, associatifs et religieux, selon les individus, leur sexe, le statut administratif et l’insertion locale de ces derniers. Car si les personnes doivent affronter au quotidien le racisme des Libanais et leur assignation aux emplois les plus déconsidérés, il convient de rappeler que malgré tout plusieurs milliers de femmes et d’hommes sont désormais des citadins beyrouthins revendiquant droit de cité.